

Une catastrophe annoncée et confirmée - Pierre Frackowiak

"Les nouveaux vieux programmes, la réduction du temps scolaire et la mise en place du soutien et des stages de remise à niveau pendant les vacances, la réduction drastique de la formation continue des enseignants du premier degré, la disparition annoncée de la formation professionnelle et des IUFM, le projet d'agence de remplacement avec des personnels non fonctionnaires, tout va dans le même sens de manière très cohérente". Pour Pierre Frackowiak, avec la réforme de la formation des enseignants, la droite achève un programme cohérent de destruction de l'éducation nationale.

Avec les nouveaux vieux programmes, avec l'imposture du « retour aux fondamentaux », avec le déni de la pédagogie, avec le triomphe des exigences des groupuscules ultra réactionnaires, la catastrophe était annoncée. Avec la suppression de la formation professionnelle des enseignants, elle est gravement confirmée. Je l'écrivais dans plusieurs tribunes publiées sur le site du café pédagogique et sur le site de Philippe Meirieu : « Dans 20 ou 30 ans, probablement bien avant, il faudra refaire tout le chemin amorcé à la fin des années 60 avec la rénovation pédagogique, réinventer la loi d'orientation de 1989, recréer des IUFM... ». Avec Philippe Meirieu, nous l'écrivions récemment dans notre livre « L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société ? » (Editions de l'Aube) : « La priorité à l'École est loin de se limiter à quelques réformes techniques de l'institution scolaire », autrement dit, il faut toujours voir les faits dans leur ensemble et les mettre en perspective. Le but final des réformes imposées est la construction d'un système éducatif ultra libéral, fondamentalement lié à la recherche déterminée d'économies budgétaires substantielles et à la volonté de casser des services publics.

Le travail de destruction de l'école démocratique et moderne était bien engagé depuis 2002, spectaculaire et arrogant avec G.de Robien, structuré, cohérent et habile avec X. Darcos.

On ne saurait en être surpris. Le travail de destruction de l'école démocratique et moderne était bien engagé depuis 2002, spectaculaire et arrogant avec G.de Robien, structuré, cohérent et habile avec X. Darcos. Antoine Prost a raison. Dans une tribune publiée par le Monde du 28 mai, il souligne l'extrême gravité de la situation et il dénie avec force « le droit à quiconque ne proteste pas aujourd'hui de toutes ses forces le droit d'ouvrir demain la bouche pour déplorer cet échec majeur ». Pensons à la complaisance de ceux qui ont trouvé quelques miettes positives oubliant la nocivité de l'ensemble et de ceux qui sont heureux d'avoir un petit os corporatif à ronger alors que des drames se préparent. La droite ultra libérale joue pleinement le jeu qu'elle avait clairement annoncé en 2007. Elle s'appuie logiquement sur l'approbation de la grande majorité de l'opinion publique, gravement sous informée sur les questions d'éducation, et victime d'une quasi intoxication orchestrée par les grands médias menant une véritable campagne de dénigrement de l'École d'aujourd'hui et de promotion de l'école de grand papa dont on oublie de dire à quel point elle était antidémocratique et ségrégative. Redisons le avec force : il ne saurait être question de nier les insuffisances, les faiblesses, les dérives des politiques éducatives mises en place depuis 1969. Il ne saurait être question de nier les difficultés que connaissent les IUFM. Mais personne ne pourra jamais démontrer que dans un domaine aussi complexe que l'École, il suffit d'imposer le retour aux pratiques d'avant-hier pour résoudre les problèmes de demain et d'après-demain. Rappelons à nouveau qu'en cela, nous ne disons rien de choquant ou

d'idéologique ... puisque le Président de la République lui-même a déclaré pertinemment que " nous ne referons pas l'école de nos grands parents, ni même la nôtre " dans sa lettre aux éducateurs de septembre 2007, à la page 6.

Les nouveaux vieux programmes, la réduction du temps scolaire et la mise en place du soutien et des stages de remise à niveau pendant les vacances, la réduction drastique de la formation continue des enseignants du premier degré, la disparition annoncée de la formation professionnelle et des IUFM, le projet d'agence de remplacement avec des personnels non fonctionnaires, tout va dans le même sens de manière très cohérente.

D'une part, on privilégie la responsabilité individuelle en gommant la responsabilité collective. On culpabilise constamment les sujets : vous ne gagnez pas assez parce que vous ne travaillez pas assez, vous êtes au chômage parce que vous ne cherchez pas de travail, vous êtes moins protégé socialement parce que la protection sociale coûte trop cher... Il en est de même pour les enfants: ils sont en échec scolaire parce qu'ils ne travaillent pas assez, parce que leurs parents ne jouent pas leur rôle... Preuve en est : on donne du soutien gratuit, on offre généreusement des stages pendant les vacances... et cela ne change rien, ce qui prouve bien que l'Etat fait tout ce qu'il peut et que si cela ne marche pas, c'est bien que ces enfants et leurs parents sont bêtes et que l'on n'y peut rien. La stratégie est très sophistiquée: on culpabilise les personnes, on va dans le sens de l'opinion, on fait des économies et on se paie le luxe de la bonne conscience. La culture de la fatalité de l'échec, des gagnants, des inégalités naturelles est largement développée, diffusée, instillée. Elle ne peut que renforcer la fracture sociale contre laquelle J. Chirac avait annoncé, il ya bien longtemps, un grand combat.

D'autre part, depuis Luc Ferry, on martèle que la pédagogie n'existe pas. On la réduit à des trucs, des tours de main d'artisan, des recettes... On la confond avec le charisme, l'autorité naturelle, le talent... On relance démagogiquement le concept de liberté pédagogique en le limitant à des qualités humaines individuelles. On privilégie les savoirs et le modèle sacro saint de la transmission d'un émetteur qui sait ou croit savoir à un récepteur qui ne sait rien et qui reçoit docilement et, si possible, en silence. Une véritable campagne a été menée contre la pédagogie, une campagne violente, insultante, parfois ignoble usant largement de la démagogie et de l'exploitation facile de la nostalgie. Une campagne méprisante pour tous ceux qui se sont mobilisés pour transformer l'école, la moderniser, la démocratiser, lui donner du sens, pour tous ceux qui, au croisement de la recherche et de l'action, ont contribué à la mettre en perspective par rapport à une vision de l'avenir de l'Homme et de la société. Les procès en sorcellerie, les menaces, les calomnies contre les pédagogistes n'ont pas cessé et se sont même exacerbés, leurs auteurs ayant à l'évidence la confiance, voire l'amitié, du ministre.

Face à cette vaste entreprise idéologique, développée sans complexe, en rupture totale avec la tradition gaulliste, la gauche a fait preuve d'une dramatique abstention...

Face à cette vaste entreprise idéologique, développée sans complexe, en rupture totale avec la tradition gaulliste, la gauche a fait preuve d'une dramatique abstention. Elle n'avait déjà pas levé le petit doigt quand il s'était agi de défendre la loi de 1989, abandonnée par ses propres auteurs. Elle avait adopté une position ambiguë sur le débat Thélot. Elle s'est figée, victime de contradictions internes, avec des positions curieuses comme celles de Ségolène

Royal accueillant à bras ouverts JP Chevènement, tenant de l'école de grand-papa, du b-a ba, et soutien déclaré de l'auteur de la funeste fabrique de crétins. Elle a abandonné le collège unique. Elle a fui le débat sur les programmes et sur le soutien, craignant l'opinion publique. Elle s'est réfugiée systématiquement dans la lutte sur le quantitatif sans afficher et sans porter le combat pour les idées. Elle a perdu la volonté historique de faire de l'école le cœur d'un projet de société et le cœur de son action. Obsédée par le syndrome Allègre, elle a tout fait pour reconquérir les voix des profs, elle n'a donc rien fait de crainte de déranger : pas de réflexion affichée sur les contenus, sur les disciplines et sur l'évolution des savoirs, pas de réflexion affichée sur l'importance de la pédagogie, pas de réflexion affichée sur l'évolution des missions des enseignants et sur la place de l'école et du collège dans la cité dans la perspective de la société de la connaissance et de l'éducation tout au long de la vie qui ne sont que des slogans

La mort annoncée des IUFM, cibles privilégiées des intégristes du retour au passé, vient couronner le tout. Les universités, de plus en plus autonomes, n'attendaient que cela pour tuer la pédagogie et sacrifier une nouvelle fois les savoirs disciplinaires classiques. Ainsi, on apprendra désormais sur le tas. Foin des sciences de l'éducation. Foin de la place de l'élève, acteur de ses apprentissages. Foin de la prise en compte de l'hétérogénéité. On tentera de reproduire les recettes des maîtres de stage sans jamais y parvenir, comme chacun sait. On négligera la formation théorique sur le développement de l'enfant, sur l'apprentissage (comment un enfant apprend). Les compétences transversales ne seront plus qu'un vague souvenir. Le savoir-être et le savoir vivre ensemble, la capacité de concevoir et de réaliser des projets, l'apprentissage de l'exercice de la responsabilité, de l'esprit critique, l'intelligence globale (selon Edgar Morin), etc, rejetés dans la sphère privée dont on sait parfaitement à quel point elle est inégalitaire.

Les conservateurs ne s'y sont pas trompés. Dès l'annonce du projet d'intégration des IUFM à l'université, un président d'université donnait le ton: *"Je récusé le vieux débat entre tenants de la formation "d'érudits" et les adeptes du "tout pédagogique". S'il n'est de science que du général, il n'est de didactique que disciplinaire: l'enseignant, y compris celui du premier degré, doit avoir été formé au plus haut niveau dans une discipline, de préférence académique, à partir de laquelle, il pourra opérer toutes les transpositions ensuite nécessitées par sa polyvalence, et, espérons-le, transmettre de surcroît le goût de ces disciplines."* Cela avait le mérite d'être clair: quand on récusé un vieux débat, c'est généralement pour prendre le parti du conservatisme.

L'économie tant recherchée sera considérable : profs d'IUFM, enseignants maîtres formateurs, structures et fonctionnement... avec quelques autres idées en perspective : pourquoi des RASED puisque les enseignants feront le soutien, pourquoi bac + 5 pour des enseignants qui tourneront une page de manuel par jour et corrigeront les exercices et les devoirs, pourquoi des enseignants pour surveiller la sieste comme il se dit déjà, pourquoi des inspecteurs puisqu'il ne faudra que des contrôleurs, ?

On finira peut-être même par se demander pourquoi l'Ecole?

Mais au fait, oui, pourquoi l'Ecole ? Se pose-t-on vraiment la question à droite et... à gauche ?

Pierre Frackowiak